

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 26/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**RIGA**

25 avenue de l'Europe CIT  
59223 Roncq

Références : 29/09/2024\_RIGA\_ROMCQ  
Code AIOT : 0007003532

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2024 dans l'établissement RIGA implanté 25 avenue de l'Europe C.I.T. de Roncq 59223 Roncq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à l'inspection du 11/10/2022 de l'établissement RIGA à Roncq, dans son rapport du 27/10/2022, l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement propose à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 14.2.3 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2000. A ce jour l'arrêté proposé n'a pas été signé. Une nouvelle inspection a été réalisée afin de statuer sur les suites à donner à cette proposition.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RIGA

- 25 avenue de l'Europe C.I.T. de Roncq 59223 Roncq
- Code AIOT : 0007003532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement RIGA de Roncq est spécialisé dans la distribution et la production de produits alimentaires, accessoires et cosmétiques pour petits animaux (oiseaux, rongeurs, poissons, chiens et chats).

Depuis sa création, RIGA a élargi sa gamme de produits dans le but de couvrir un plus grand nombre d'espèces animales. Aujourd'hui la société dispose d'un catalogue comprenant plus de 2 500 produits.

Ces produits sont principalement distribués chez les géants de la grande distribution, sous la marque RIGA ou sous la marque de distributeurs.

Le siège social est domicilié au 41 avenue de l'Europe à Roncq, il comprend une partie production et une autre de stockage.

Quant au site contrôlé il comporte 3 cellules de 5080m<sup>2</sup> destinés exclusivement au stockage.

Les cellules de stockage relèvent de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 14/07/2000, article 14.2.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 11 octobre 2022, l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement a constaté la présence de locaux administratifs au sein d'une cellule entrepôt ne respectant pas les dispositions de l'article 14.2.3 de son arrêté préfectoral du 4 juillet 2000.

Par conséquent, dans son rapport du 27 octobre 2022, elle propose à M. le préfet du Nord un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. A ce jour le projet d'arrêté n'a pas été signé. Une nouvelle inspection a été réalisée le 29 août 2024 afin de statuer sur les suites à donner à cette proposition.

L'exploitant a transmis les éléments démontrant qu'il a contractualisé la réalisation des travaux pour la mise en conformité de ses locaux administratifs.

L'inspection propose à M. le préfet de ne pas signer le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé dans son rapport du 27 octobre 2022.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/07/2000, article 14.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux administratifs et sociaux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Ces locaux sont séparés du bâtiment d'exploitation par le biais de parois coupe-feu de degré 2h et des portes coupe-feu de degré 1h.  
Les bâtiments comportant au moins un étage possèdent une stabilité au feu d'au moins 1/2h. Les planchers sont coupe-feu de degré 2h.

**Constats :**

Lors de l'inspection du 11/04/2022, il avait été constaté que des locaux administratifs disposés en rez-de-chaussée et sur un étage étaient présents au sein de la cellule. Or les murs coupe-feu de degré 2 h de ces locaux ont été élevés à la hauteur plafond de l'étage. En partie supérieure, il n'y a pas de dispositif coupe-feu permettant d'isoler ces locaux de la cellule.

Suite à la transmission de notre rapport, l'exploitant a transmis, en septembre 2023, un premier bilan d'étude pour la réalisation de travaux permettant la mise en conformité de ses locaux administratifs.

Lors de l'inspection du 29/08/2024, l'inspection constate que les travaux n'ont pas été réalisés. Toutefois l'exploitant a finalisé son étude et a transmis à l'inspection le devis N°DC1683 établi par la société CROAIN pour la réalisation des travaux. Le devis présenté, valant bon pour accord, a été signé le 02/09/2024 par la société RIM, propriétaire de l'entrepôt,

L'exploitant a transmis à l'inspection le mail, du 10/09/2024, de la société CROAIN accusant réception du devis signé et validant la prise en compte de la réalisation des travaux.

Post inspection, l'exploitant a précisé que les travaux débiteront au mois de janvier 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant informe l'inspection de la fin de la réalisation des travaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois